

# «LE COMBAT A ÉTÉ DIFFICILE»

**BILAN** A l'heure de présenter les audiences 2015, le directeur de la RTS, Gilles Marchand, revient sur l'année écoulée, marquée par la votation sur la LRTV et les coupes dans le budget.

L'exercice, Gilles Marchand le connaît par cœur. Chaque année, à la même période, il vient présenter les audiences de la RTS. Tous les deux ans, la légère baisse enregistrée pour les chaînes TV est due essentiellement à l'absence de grandes compétitions sportives, nous expliquent-on. Seulement, hormis «la légère baisse», 2015 n'a pas été une année comme les autres: votation sur la modification de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV), coupes dans le budget et dans les postes, alliance SSR-Swisscom-Ringier, échec du talk-show «La grande lessive». C'est pour un bilan complet de l'année écoulée que nous avons sollicité le boss de la RTS.

● **En 2015, la modification de la LRTV est passée de justesse. C'est une bataille remportée, mais la guerre n'est pas finie.** Certainement, la bataille a été dure. Il faut faire une nuance entre ce qui s'est déroulé en Suisse romande et

ça fera encore un sens, dans cinq ans, de considérer que la redevance dépend du mode de réception. La réponse est non.

● **Comment analysez-vous le oui de la Suisse romande?**

Le public a témoigné un attachement assez fort à ses chaînes. On a observé que le degré de satisfaction par rapport aux programmes RTS est de l'ordre de 70%. La Suisse romande est une région minoritaire et a besoin que la SSR continue à fonctionner avec un principe de financement solidaire entre les régions. Tout ça a joué dans ce vote romand, mais il est vrai que ça a été une année difficile sur le plan politique. Et je ne suis pas certain que les années à venir soient beaucoup plus simples (*il sourit*).

● **C'est-à-dire?**

Il y aura une première discussion aux Chambres sur le modèle du service public sur la base de la vision que présentera le Conseil fédéral. Il y aura ensuite les discussions autour du renouvellement de la concession. Enfin, il y aura le vote sur l'initiative «No Billag». On est parti sur trois ou quatre ans de discussions.

● **Vous l'appréhendez?**

C'est légitime qu'il y ait un débat sur le service public. Pour autant qu'il soit professionnel. Mais il est vrai qu'il est difficile de conduire une radio et une télévision généralistes avec une incertitude forte sur le périmètre d'activité. En fiction, par exemple, nous lançons des projets pour une diffusion dans trois ou quatre ans. On doit maintenant prendre des options pour des équipements techniques qui devront s'amortir sur sept-huit ans. C'est compliqué, mais quel métier ne l'est pas?

médiatement précisé que nous allons maintenir une offre de programmes et que nous y consacrerons 1,6 million par année. De même, les institutions religieuses elles-mêmes peuvent amener une somme assez conséquente. Ce qui doit permettre de maintenir de manière tout à fait satisfaisante le champ éditorial. Il s'agit aussi de repenser les modes de production.

● **Il y a des coupes budgétaires qui ont déjà été décidées.**

● **Où en êtes-vous avec ça?**

Elles ont été faites. On a dû couper 11,4 millions en Suisse romande. Ils ont été trouvés dans l'entreprise. Avec des difficultés, parce que, dans le service public, à chaque fois qu'on touche quoi que ce soit, on soulève ici des réactions vigoureuses parce que chaque composante du programme a des amateurs très fidèles, en radio comme en TV.

● **Ce sont les coupes dans RTS religion qui ont fait le plus de bruit.**

● **Ça vous a surpris?**

Il faut le dire, avec 23 000 signatures, Cath-Info et Media-Pro ont bien fait leur travail. Mais je ne suis pas étonné que les organisations concernées aient réagi. Je rappelle quand même que nous avons im-

● **En 2015, il y a eu l'échec du talk-show «La grande lessive», supprimé trois mois après son lancement sur RTS Un. A qui la faute?**

C'est un échec complet et collectif. L'émission n'a pas trouvé son public. Nous avions parié sur un talk-show de société qui nous paraissait être une bonne alternative à ce que proposent les chaînes françaises. Ça n'a pas fonctionné. On a tenté de le relancer après une pause durant les Fêtes. Ce que nous avons vu n'était pas assez convaincant et nous avons décidé d'arrêter. Nous reviendrons en seconde partie d'année avec une émission dans le domaine du jeu.

● **Combien cet échec a-t-il coûté à la RTS?**

## Les points forts de l'année 2016

**PROGRAMMES** En plus de ses audiences, la RTS a présenté hier ses points forts de l'année en cours. Beaucoup de sport rythmera 2016, avec notamment l'Eurofoot (les 51 matches seront diffusés) et les Jeux olympiques d'été de Rio, au Brésil (22 heures de programmation quotidienne sur RTS Deux et sur le Web). La Fête fédérale de lutte à Estavayer-le-Lac (FR) sera aussi diffusée.



Autre fête fédérale, culturelle cette fois, celle de musique, qui se déroulera à Montreux du 10 au 12 et du 17 au 19 juin, aura aussi droit aux caméras de la Télévision romande, avec, bien

sûr, Jean-Marc Richard en chef de projet. Il s'agit du plus grand festival et concours de fanfares, harmonies et brass bands d'Europe.

Côté fictions, plusieurs coproductions seront tournées cette année. Notamment, la websérie «Rebecca», que réalisera le jeune Ilario Ricman en mai.

Mais surtout «Béguelin & Cie» (titre de travail), en automne, une série de Fulvio Bernasconi (6x52'). Elle aura pour cadre l'univers feutré et luxueux de la place financière genevoise. Sur fond de secrets bancaires et familiaux, un thriller qui, décrit-on, lève le voile sur les zones d'ombre d'une banque privée. ● **L. F.**

« L'échec de «La grande lessive» est complet et collectif »

Gilles Marchand

Le budget annuel de «La grande lessive» était de 3 millions environ. On l'utilisera pour relancer une nouvelle émission. Les trois ou quatre mois de panne ne coûtent pas vraiment puisque «La grande lessive» n'est plus à l'antenne et que nous diffuserons à la place des achats, comme des fictions, qui coûtent beaucoup moins cher, puis on proposera une émission qui utilisera tout ou en partie le budget existant. Plus qu'une question d'argent, ce qui est regrettable, c'est que le pari était assez ambitieux. C'est un échec du genre aussi: il est difficile de faire ce type de talk-show dans un bassin comme celui de la Suisse romande à cette heure-là.

● **Parlons des audiences 2015. La RTS a perdu 3% de part de marché pour se situer à 33%. Pourquoi?**

Le marché est toujours plus fragmenté. Les petites chaînes françaises de la TNT progressent en Suisse. Et le public utilise d'autres moyens aussi. Il y a une consommation différenciée de plus en plus importante sur les plates-formes interactives. Et si vous regardez la RTS sur votre téléphone ou votre tablette, ce n'est pas intégré dans la part de marché. Méthodologiquement, c'est impossible. Je pense que la minute passée sur la RTS en linéaire est un peu grignotée par cette consommation à la carte. RTS Un est assez stable, RTS Deux est en baisse, mais c'est là qu'il y a le sport. Je serais tenté de vous dire: rendez-vous fin 2016, après les JO, l'Eurofoot et la Fête fédérale de lutte.

● **Encore un mot sur l'alliance publicitaire SSR-Swisscom-Ringier. L'OFCOM a donné son feu vert, mais la publicité ciblée sera exclue...**

Globalement, les trois partenaires sont contents de la décision. Mais il y a un problème: les acteurs privés pourront faire de la publicité ciblée et pas les TV suisses concessionnées. On introduit donc un régime différencié. Nous pensons que la discussion sur la nouvelle concession devrait permettre d'introduire dans le marché suisse les mêmes règles entre les acteurs.

● **Comprenez-vous l'acharnement de Médias Suisses contre cette alliance?**

C'est regrettable. Nous sommes trop petits pour nous déchirer. Les acteurs suisses doivent s'entendre, les vrais adversaires sont globaux, internationaux. Nous collaborons déjà avec différents journaux et je m'engage dans cette voie le plus possible. Parce que c'est l'avenir.

● **LAURENT FLÜCKIGER**  
laurent.fluckiger@lematin.ch